

MONTÉNEGRO

Déclaration écrite du Gouverneur suppléant représentant le Monténégro
M. Dragan Darmanović, Directeur général de la Direction du Trésor public,
Ministère des Finances

Madame la Présidente du Conseil des gouverneurs

En tant que Gouverneur suppléant représentant le Monténégro, je partage le point de vue de la BERD : cette Assemblée annuelle se tient dans des circonstances inhabituelles. En l'occurrence, cette assemblée virtuelle dans ce contexte de coronavirus nous oblige à rester conscients des incertitudes engendrées par cette pandémie et du besoin de faire preuve de flexibilité afin d'apporter une réponse adaptée à l'ensemble des travaux et des difficultés à venir.

J'aimerais, si vous le permettez, féliciter le personnel de la BERD pour avoir déployé d'importants efforts afin d'organiser l'Assemblée annuelle sous forme virtuelle, des efforts qui sont de mise une année d'élection à la Présidence, qui requiert la mise en place de nombreuses dispositions techniques essentielles au bon déroulement de l'Assemblée.

Je tiens à souligner que nous apprécions la réponse rapide et sans précédent apportée par la Banque face à la crise de la COVID-19 au cours de ces derniers mois et nous espérons que la Banque continuera d'apporter son ferme soutien au cours de la prochaine période. Étant donné que la pandémie de COVID-19 a frappé de plein fouet les économies partout dans le monde, malmenant particulièrement les économies de marché émergentes, l'appui d'institutions internationales financières, comme la BERD, est très important dans un moment pareil pour le redressement économique de ces pays.

À cet égard, concernant l'ordre du jour, nous aimerions insister sur le fait que l'adoption du Cadre stratégique et capitalistique (CSC) 2021-25 est d'une importance cruciale pour définir précisément les orientations des futures activités de la BERD, en particulier au moment même où le monde entier fait face à la crise du coronavirus dont les conséquences se feront sans doute sentir à long terme. En outre, l'examen envisagé de la mise en œuvre du CSC lors de l'Assemblée annuelle 2022 est très important : il assurera le contrôle de l'exécution du Cadre, ainsi qu'une souplesse pour l'adapter aux besoins qui surgiront dans l'intervalle.

Nous sommes nous aussi d'avis que la Banque doit être un partenaire solide et fiable en ces temps difficiles et soutenons sa proposition d'augmenter le volume et la portée géographique de ses opérations. Nous sommes convaincus que la décision de la Banque d'appuyer les pays d'opérations les moins avancés sur la voie de la transition, les pays de l'Ouest des Balkans, entre autres, dont les économies ont beaucoup souffert au cours de la période écoulée, revêt une haute importance. Nous sommes d'avis qu'un soutien apporté aux investissements du secteur public et du secteur privé et une association de ces deux types d'investissements peut donner l'impulsion financière nécessaire à l'appui des économies vulnérables en ce moment.

La plupart des pays désormais aux prises avec une diminution des investissements directs étrangers, une forte contraction des revenus, de la consommation, des activités de prêt des banques commerciales et

toutes les circonstances actuelles risquent d'assister à la chute de leur production, la fermeture de leurs entreprises et des pertes d'emplois, ce qui aggravera les difficultés sociales et financières dans ces pays. Pour la période à venir, nous devons utiliser ce financement des secteurs public et privé en nous fixant pour principal objectif la préservation et l'augmentation de la production, l'emploi et le maintien voire l'accroissement de la consommation, qui peut favoriser la production. Par des investissements publics durables, les gouvernements peuvent générer des activités économiques, améliorer les infrastructures dans de nombreux domaines, y compris l'économie verte, faciliter la période de transition et ainsi améliorer l'efficacité de la gouvernance, en particulier dans les pays de l'Ouest des Balkans. Par ailleurs, il serait souhaitable et nécessaire que les décisions de la Banque mettent davantage l'accent sur le secteur privé, ce qui permettra de faire germer de nouvelles idées, d'augmenter la production, la compétitivité, la qualité et la diversification de l'économie et de créer des opportunités, notamment pour les petites et moyennes entreprises (PME) et les entrepreneurs.

Je pense que l'élection de la nouvelle Présidence, qui est aspect majeur de l'Assemblée annuelle cette année, permettra de maintenir un fonctionnement réussi à la BERD. Nous avons reçu les impressionnantes biographies des trois candidats et je suis convaincu que, quelle que soit la personne qui remportera l'élection, elle contribuera à la bonne mise en œuvre du CSC et permettra à la BERD de continuer à œuvrer en faveur d'un avenir résilient et durable en préservant et en accélérant la transition de ses pays d'opérations vers des économies de marché durables.

Les activités relatives à l'expansion de la BERD et à l'augmentation du nombre de membres et de pays d'opérations reçoivent, comme toujours, un accueil favorable de notre part à la condition que les investissements et les activités des donateurs dans les pays d'opérations existants soient maintenus à un niveau adéquat. À ce propos, nous considérons que l'affectation du revenu net de 2019 ainsi que les orientations du CSC garantiront non seulement suffisamment de flexibilité dans les financements futurs, mais aussi des financements sous forme de subventions qui seront requis du fait de la crise du coronavirus.